



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2015233-0002

signé par

Julien Charles, secrétaire général de la préfecture

Le 21 août 2015

Préfecture des Yvelines

DRE

**arrêté préfectoral portant régularisation des rejets d'eaux pluviales existants sur le port de
LIMAY-PORCHEVILLE**



Préfecture des Yvelines

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie
Service Police de l'Eau - CPES

**ARRETE PRÉFECTORAL N°2015233-0002
PORTANT RÉGULARISATION
DES REJETS D'EAUX PLUVIALES EXISTANTS
SUR LE PORT DE LIMAY-PORCHEVILLE**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, articles L.214-1 à 11, R.214-1 à 56 et R.211-11-1 à R.211-11-3;

Vu le code de l'expropriation;

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L2224-7 à 12 et R2224-6 à 22;

Vu le code de la santé publique, articles L 1331-1 à 32, R1331-1 à 11 et R.1334-30 à R.1334-36;

Vu l'arrêté du 20 novembre 2009, du préfet de région Île-de-France approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie du 23 décembre 2005 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Seine-Normandie;

Vu la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 06 mars 2012, présentée par le Syndicat d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne enregistrée sous le numéro 78-2012-0008;

Vu le rapport rédigé par le service chargé de la police de l'eau en date du 01 mars 2015;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique en sa séance du 17 mars 2015;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 05 mai 2015 au projet d'arrêté;

Considérant que l'opération projetée est compatible avec le Schéma Directeur de Gestion et d'Aménagement des Eaux du bassin Seine-Normandie;

Considérant que les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'Environnement sont garantis par les prescriptions imposées ci-après;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1er : OBJET DE L'AUTORISATION

Ports de Paris, ci après dénommé le bénéficiaire de l'autorisation, est autorisé à aménager et exploiter les réseaux de collecte des eaux de pluie et les ouvrages de rejet afférents, conformément aux éléments techniques figurant dans le dossier de demande d'autorisation et en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION

La demande de régularisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement, déposée par Ports de Paris, est concernée par la rubrique suivante de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique de la nomenclature	Volume de l'opération	volume	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces, la surface totale du projet étant supérieure à 20 ha	la surface du projet est d'environ 35 ha	Autorisation

.../...

TITRE I : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX OUVRAGES

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AUX OUVRAGES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

3.1) Généralités

Le réseau de collecte des eaux mentionné dans le présent arrêté est un système de collecte des eaux pluviales strictes. Le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir l'introduction, dans ce réseau, d'autres eaux que celles engendrées par les précipitations météoriques.

Le dispositif ne doit pas présenter d'écoulements par temps sec.

Les ouvrages de stockage et de collecte des eaux pluviales, à l'exception des bassins d'infiltration, devront être étanches de façon à limiter au maximum les fuites vers les eaux souterraines.

Le réseau sera conçu de manière à permettre son isolement en cas de pollution accidentelle.

3.2) Établissement des ouvrages

Les ouvrages de rejet en rivière sont aménagés de manière à réduire le plus possible la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords des points de rejet, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de ceux-ci.

Les ouvrages ne font pas saillie en rivière, n'entravent pas l'écoulement des eaux, et ne retiennent pas de corps flottants.

Les rejets ont lieu dans la rivière aux points ci-après :

Rejet	exutoire	Type d'exutoire	Traitement eaux pluviales	Équipements sur rejet (existant ou en projet)
R3	Darse	D500	oui	Bassin infiltration + vanne barrage(*) + 2 débourbeurs/déshuileurs
R4	Darse	D400	oui	vanne barrage(*) + 2 débourbeurs/déshuileurs
R5	Darse	D600	oui	Bassin de stockage + vanne barrage(*) + séparateur hydrocarbure
R10	Darse	D1000	oui	vanne barrage (ouvrage préventif) + débourbeur/déshuileur
R21	Seine	D1200	non	vanne barrage (ouvrage préventif)
R22	Seine	D1500	non	vanne barrage (ouvrage préventif)

(*) Équipements en projet.

Les vannes barrage sur les rejets R3, R4 et R5 devront être mises en place dans un délai de 1 an à compter de la signature du présent arrêté.

.../...

ARTICLE 4: DISPOSITIONS TECHNIQUES IMPOSÉES AUX REJETS

Le bénéficiaire de l'autorisation dispose d'un délai de trois (3) ans pour atteindre les exigences prescrites ci-après, soit au plus tard avant le 31 décembre 2018.

4.1) Régulation du débit rejeté

Le débit de fuite du rejet R5, du fait de la réalisation du projet de plateforme à conteneurs « Terminaux de Seine » est limité à 1 l/s/ha pour une pluie d'occurrence décennale.

Pour tous les autres rejets décrits à l'article 2.2 du présent arrêté, dès lors qu'un nouvel aménagement (nouveau raccordement de parcelle, augmentation du bassin versant, modification de l'activité...) modifiera les caractéristiques des rejets, le débit de fuite de la parcelle entraînant cette modification sera limitée à 1 l/s/ha.

4.2) Qualité des eaux rejetées

La température instantanée doit être inférieure à 25° C.

Le pH doit être compris entre 6 et 8,5.

Les rejets décrits à l'article 3.2 ne doivent pas contenir de substances quelconques dont l'action ou les réactions, après mélange partiel avec les eaux réceptrices à 50 mètres en aval du point de rejet, entraînent la destruction du poisson ou nuisent à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire, ou présentent un caractère létal à l'égard de la faune benthique.

Sur des échantillons instantanés prélevés au fil de l'eau les concentrations maximales des rejets ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

Paramètres	DCO	MES	Métaux principaux*	Hydrocarbures totaux
valeurs limites	50 mg/l	30 mg/l	5 mg/l	5 mg/l

* le plomb (Pb), le mercure (Hg), l'arsenic (As), le cadmium (Cd), le nickel (Ni), le zinc (Zn), le manganèse (Mn), le cuivre (Cu), et le chrome (Cr),

.../...

ARTICLE 5 : AUTOSURVEILLANCE

5.1) Paramètres à surveiller

Compte tenu de la connaissance incomplète de la qualité des eaux rejetées, le bénéficiaire de l'autorisation procédera à une autosurveillance modulée des rejets R3, R4, R5, R10 et R21.

5.1.1 La première année (campagne de surveillance initiale):

Le bénéficiaire de l'autorisation réalisera une mesure semestrielle sur les rejets susvisés.

La mesure de qualité portera sur les paramètres suivants :

1. Paramètres identifiés à l'article 4.2, à savoir :

température
pH
DCO
MES
Métaux principaux
Hydrocarbures totaux

2. Autres paramètres à suivre :

DBO5
Carbone organique Dissous
Conductivité
Phosphore total
Azote total
Chlorures
Sulfates

ainsi que sur les 41 substances à suivre dans le cadre de l'atteinte du bon état chimique :

- 33 Substances prioritaires présentées à l'annexe X de la DCE (2000/60/CE)
- 18 Substances de la liste 1 de la Directive « substances dangereuses » (2006/11/CE).

5.1.2 les années suivantes :

Le bénéficiaire de l'autorisation réalise un suivi annuel sur 3 ans, et sur les rejets susvisés, des paramètres identifiés à l'article 4.2 et des autres paramètres identifiés à l'article 5.1.1 qui ont présentés des concentrations susceptibles (au vu de l'analyse du bilan complet prévu à l'article 5.2.1) de dégrader la qualité de la Seine.

5.1.3 Ré-évaluation des paramètres à suivre :

La cinquième (5) année ou dès lors que des modifications substantielles sont apportées aux surfaces des bassins versants ou des activités s'y installant, le bénéficiaire de l'autorisation réalise de nouveau, et comme la première année de surveillance, une mesure annuelle sur les rejets susvisés sur l'ensemble des paramètres explicités à l'article 5.1.1 ci-dessus.

.../...

5.2) Transmission des résultats

5.2.1 Bilan complet (prévu au 5.1.1)

Ce bilan annuel est adressé au service en charge de la police de l'eau au plus tard au 1er avril de l'année suivante.

Il récapitule les résultats obtenus, évalue l'impact des rejets sur le milieu récepteur, propose une liste de substances à suivre et propose si nécessaire les améliorations envisagées.

La liste des substances à suivre est validée par le service en charge de la police de l'eau.

5.2.2 Bilans de surveillance (prévu au 5.1.2)

Les bilans sont adressés au service en charge de la police de l'eau au plus tard au 1er avril de l'année suivante.

Ces bilans annuels récapitulent les résultats obtenus et proposent si nécessaire les améliorations envisagées.

5.2.3 Bilan de ré-évaluation des paramètres (prévu au 5.1.3)

Ce bilan est adressé au service en charge de la police de l'eau au plus tard au 1er avril de l'année suivante.

Il récapitule les résultats obtenus, évalue l'impact des rejets sur le milieu récepteur et propose si nécessaire les améliorations envisagées.

Sur la base de ce rapport, un programme de surveillance des rejets adapté est défini par le service en charge de police de l'eau.

ARTICLE 6: ENTRETIEN DU DISPOSITIF DE GESTION DES EAUX PLUVIALES.

Le pétitionnaire doit constamment maintenir en bon état et à ses frais exclusifs les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet, qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Les ouvrages de dépollution feront en outre l'objet d'une visite et de manœuvre au moins une fois par an.

L'ensemble des prestations d'entretien sera répertorié dans un journal d'intervention, disponible en permanence à la demande du service en charge de la police de l'eau.

Les dates des travaux prévisibles nécessitant le non-respect ou la réduction des prescriptions édictées par le présent arrêté devront être communiquées au Service chargé de la Police de l'Eau. En tout état de cause le bénéficiaire de l'autorisation prendra au moins un mois à l'avance avant les opérations, l'avis de la police de l'eau. Il précisera la période choisie et les dispositions qu'il compte mettre en œuvre pour réduire l'impact du rejet sur le milieu récepteur.

Toute panne ou incident imprévisible se traduisant par un non-respect des prescriptions devra être signalé immédiatement au Service chargé de la police de l'eau ainsi qu'aux maires des communes où se situe le ou les déversements.

.../...

ARTICLE 7: AMÉNAGEMENT SPÉCIFIQUES

7.1) Aménagement du quai au niveau du rejet R3

Dans le cadre de la création du réseau de collecte des eaux de ruissellement du quai situé au sud du bassin versant, le bénéficiaire de l'autorisation met en œuvre un caniveau-grille le long du quai relié à un bassin d'infiltration.

7.2) Aménagement sur un terrain situé au nord du port de Limay (dans le cadre de l'implantation de la société Epalia)

Le bénéficiaire de l'autorisation, réalise un bassin de stockage et d'infiltration au niveau des espaces verts sur l'un de ses terrains situés au nord du port de Limay.

Le bassin comporte une zone étanche (zone de stockage) facilement confinable par vannage, ce qui permet de stocker toute pollution accidentelle sur le site.

Le bassin a été dimensionné pour une pluie d'occurrence décennale soit 470 m3 de volume utile.

La zone de stockage est suivie d'une zone d'infiltration qui permet l'infiltration des eaux de ruissellement non polluées.

ARTICLE 8 : CONTRÔLES

8.1) Prescriptions générales

Des points de contrôle devront être aménagés sur le réseau de collecte, de manière à rendre possible la réalisation des mesures du débit de fuite et d'échantillon représentatifs de la qualité des eaux rejetées.

Ces points de contrôle devront être aménagés de manière à garantir des conditions optimales de sécurité pour les agents chargés du contrôle.

Le bénéficiaire de l'autorisation doit permettre, en permanence, aux personnes mandatées pour l'exécution des mesures et prélèvements d'accéder aux points de contrôle.

Le bénéficiaire de l'autorisation devra fournir, dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté, un plan détaillé du système de gestion des eaux pluviales comprenant notamment la localisation des points de contrôle.

8.2) Contrôles inopinés

Le service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques peut procéder ou faire procéder à des contrôles inopinés, dans le but de vérifier, par des mesures et des analyses, le respect de la conformité aux prescriptions figurant dans le présent arrêté.

.../...

ARTICLE 9 : MESURES COMPENSATOIRES

Sur la base du suivi quantitatif réalisé sur les rejets, et en cas de pollution avérée et récurrente, une recherche des sources de pollution sera engagée par le bénéficiaire de l'autorisation pouvant aboutir :

- à la mise en œuvre d'une réduction à la source des éléments polluants, lorsque cela est envisageable,
- à la mise en œuvre de dispositifs de traitement spécifiques.

ARTICLE 10 : FUTURS AMÉNAGEMENTS

Afin de limiter les apports quantitatifs en eaux à l'exutoire, les futurs aménagements devront respecter un débit de régulation de leurs eaux pluviales. Ce débit sera calculé sur la base d'études hydrauliques permettant l'évaluation de l'impact de la ligne d'eau de l'exutoire ou à défaut sera de 1 l/s/ha, conformément aux préconisations du SDAGE Seine-Normandie.

Pour réguler ces débits des ouvrages de stockage/restitution pourront utilement être mis en œuvre.

Lorsque l'infiltration est possible, celle-ci sera privilégiée.

En tout état de cause, ces aménagements devront faire l'objet, à minima, d'une information au préfet avant leur réalisation, conformément à l'article 14 du présent arrêté.

TITRE II : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 11 : DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée pour une durée de trente (30) ans à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 12 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Faute par le bénéficiaire de l'autorisation de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir des dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévus par les textes en vigueur.

.../...

ARTICLE 13 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour faire mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ces conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire de l'autorisation demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1) Transmission de l'autorisation, cessation d'activité, modification du champ de l'autorisation

En vertu de l'article R.214-45 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation ou de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation ou au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation ou la déclaration, d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

14.2) Modification du champ de l'autorisation

Toute modification du dispositif de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit faire l'objet d'une information préalable du préfet.

Si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

.../...

14.3) Remise en service des ouvrages

Conformément à l'article R.214-47 du code de l'environnement, le préfet peut décider que la remise en service de l'ouvrage, d'une installation, d'un aménagement momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, est subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation de l'aménagement, ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

14.4) Suspension de l'autorisation

En application de l'article L.214-4 du code de l'environnement, si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général ou de salubrité publique de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le bénéficiaire de l'autorisation ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

En cas de retrait ou de suspension d'autorisation, ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement concerné ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

ARTICLE 15 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE L'ARRÊTÉ

Les conditions de renouvellement de la présente autorisation sont celles fixées à l'article R.214-20 du code de l'environnement.

ARTICLE 16 : RÉSERVE ET DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 17 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'autorisation de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 18 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Les conditions de publications et d'information des tiers sont fixées par l'article R.214-19 du code de l'environnement.

Le présent arrêté d'autorisation est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

.../...

Un extrait de l'arrêté d'autorisation, indiquant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires sont affichés pendant un mois au moins dans la mairie de la commune de Limay.

Un dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public à la préfecture ainsi qu'à la mairie de Limay pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté d'autorisation.

Un avis relatif à l'arrêté d'autorisation est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département des Yvelines ; il indique les lieux où le dossier prévu à l'alinéa précédent peut être consulté.

ARTICLE 19 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines dans un délais de deux mois par le bénéficiaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L.514-6 du code de l'environnement.


Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article L.421-2 du code de la justice administrative.

ARTICLE 20 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines
Le maire de la commune de Limay,
Le maître d'ouvrage représenté par : Port Autonome de Paris,
Le chef du service en charge de la police de l'eau sur la Seine,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 21 AOU 2015

Le Préfet


Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Julien CHARLES